

Agressions de parents, injonctions multiples et irréalisables, inspections-sanctions, inspections d'écoles, convocations... Dans tout le département des Bouches-du-Rhône les enseignantEs du premier degré sont prisEs entre le marteau de la hiérarchie qui les accable et l'enclume des conditions de travail en période de crise et d'austérité •

Depuis quelques mois, nous recevons de plus en plus de collègues du premier degré en souffrance, en arrêt maladie et sous traitement médicamenteux liés à un management particulièrement agressif de la part des InspecteurEs de l'Éducation Nationale.

Pour une grande majorité des cas le processus est le même : une mauvaise inspection, une convocation à l'inspection académique traumatisante et un courrier leur stipulant qu'ils ou elles seront réinspectéEs et que le DASEN prendra les mesures qui s'imposent si une insuffisance professionnelle est avérée. Nous pouvons d'ores et déjà déplorer un très grand nombre de journées non remplacées dans les écoles tellement le phénomène est important.

La multiplication de ces situations et leurs similitudes nous conduisent à penser qu'il s'agit là d'une volonté coordonnée et délibérée de certains membres du corps d'inspection de maintenir les personnels sous pression afin d'obtenir d'eux une pratique professionnelle formatée et imposée de manière autoritaire.

Malgré les difficultés quotidiennes dues aux conditions de travail, les équipes enseignantes affrontent seules, comme elle le peuvent, des situations souvent très compliquées. Toutefois au moindre problème, leur hiérarchie, au lieu de les soutenir, leur impose un travail supplémentaire

remettant en cause leur professionnalisme créant un malaise psychologique chez des enseignantEs chevronnéEs qui aiment leur travail mais qui ne peuvent plus l'exercer parce-qu' ils vont travailler en ayant la peur au ventre. Certains souffrent de burn-out et d'autres évoquent des pensées suicidaires.



Nous nous étonnons aussi qu'à l'heure où de nouvelles discussions se tiennent au plus haut niveau sur la pertinence de la note chiffrée qui est considérée comme stressante pour l'élève, l'enseignantE quant à lui/elle soit traitéE de façon aussi brutale. Mais où est la bienveillance tant recommandée par l'Éducation Nationale ?

Faut-il attendre d'en arriver à des situations extrêmes comme celles vécues chez France Telecom, Renault, etc...pour réagir ?

Nous invitons les collègues à nous contacter pour évoquer leurs situations individuelles et nous faire part des dysfonctionnements occasionnés dans leurs écoles (nombre d'arrêts maladie et de non-remplacements...) afin de construire une réponse collective et la plus large possible. C'est dans ce sens que nous organisons une RIS sur ce thème.

SUD éducation Bouches-du-Rhône s'est emparé de ce problème en interpellant le DASEN (Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale) via un courrier, en proposant une réunion aux autres organisations syndicales • Nous interpellons maintenant la presse pour faire connaître au plus grand nombre quelle est la situation dans nos écoles et comment les enseignantEs se voient méprisés par l'Éducation Nationale •

REUNION D'INFORMATION SYNDICALE

28 JANVIER 2015 DE 13H A 16H

AU LOCAL DE SOLIDAIRES 13, 29 BD LONGCHAMP, 13001

